

33^e Session du Congrès – Strasbourg, France, 18 - 20 octobre 2017

Communication de Gudrun Mosler-Törnström, Présidente du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Seul le prononcé fait foi

Communication à l'ouverture de la 33^e Session

Strasbourg, France, 18 octobre 2017

Après mon élection, il y a un an, en octobre 2016, je déclarais ici même que j'attachais une grande importance à la contribution que le Congrès, au sein du Conseil de l'Europe, apporte à la défense des valeurs fondamentales de l'Organisation – l'Etat de droit, la démocratie et les droits de l'homme. J'opposais ces valeurs aux populismes, à l'égoïsme et à l'intolérance, à toutes ces violences extrémistes, qui nous menacent et risquent – sans une réaction adaptée de notre part - de déstabiliser la culture démocratique de nos sociétés.

J'indiquais alors que je croyais profondément à la prévention et à l'éducation face à ces menaces. Et bien sûr, je défendais l'idée que des collectivités locales et régionales fortes, dotées de compétences claires et des ressources appropriées pouvaient significativement contribuer à relever ces défis.

Ce faisant, je m'inscrivais dans le droit fil de mon prédécesseur Jean-Claude Frécon, qui en mars 2016, avait tiré la sonnette d'alarme évoquant « les nuages qui s'amoncellent au-dessus de l'Europe ». Il visait alors, souvenez-vous, la crise migratoire, l'absence de solidarité, les conflits aux portes de l'Europe et en Europe même, la crise économique et financière et les attaques terroristes qui frappaient nos villes.

Depuis, cette difficile réalité n'a cessé de s'aggraver. Pire, d'autres défis sont venus menacer la construction européenne. Je pense au Brexit bien sûr, qui ne concerne pas seulement l'Union Européenne mais nous concerne tous en donnant le signal qu'un arrêt de la construction européenne est devenu possible.

L'élection d'un nouveau Président aux Etats-Unis n'a pas amélioré la situation, elle a même accru l'insécurité sur le plan international et en particulier dans sa dimension multilatérale. Sortir de l'accord international sur le climat, sortir de l'UNESCO, dénoncer l'accord sur le nucléaire iranien, n'a d'autres effets que d'affaiblir la communauté internationales et l'Europe avec elle.

Chers collègues, nous sommes donc aujourd'hui confrontés à un ensemble d'épreuves qui nous interrogent quant à notre capacité à avancer ensemble.

Mais ce tableau des dangers qui nous menacent ne doit pas nous faire oublier ce que nous devons à la construction européenne. D'ailleurs, le 60^{ème} anniversaire du traité de Rome, en mars de cette année, a permis de dresser un bilan des avancées historiques intervenues au cours des 60 dernières années : l'émergence d'une citoyenneté européenne, le développement d'un espace normatif harmonisé, la création d'une monnaie unique adoptée par dix-neuf Etats, l'éradication de la peine de mort sur le continent, une approche commune de la protection de la personne humaine, une certaine

conception des relations entre nos Etats et les collectivités, la subsidiarité, la paix enfin, soixante-dix ans de paix à l'échelle du continent après des siècles de guerres.

Ce sont là autant d'avancées positives qui contrastent avec un passé fait de conflit, de guerre, de haine nationaliste. Nous ne voulons pas renoncer à ces avancées et chacun, dans son rôle, peut contribuer à préserver cet acquis. Le Congrès, comme d'autres instances, a un rôle important à jouer à cet égard.

Il y a quelques jours, l'ancien Premier Ministre belge Guy Verhofstadt disait dans une déclaration provocante, je le cite « Une Europe des régions serait une *«folie»* et signerait la fin de l'aventure européenne ». d'une façon différente, je dirais, au Congrès, nous sommes convaincus de la nécessité d'avoir des régions fortes, dotés de compétences élargies, en capacité d'orienter le développement économique de leur territoire, et de protéger leur identité culturelle dans le respect des diversités. Mais je ne crois pas que l'Europe que nous voulons de tout notre cœur pourra se construire sur des Etats nationaux faibles, une Europe émiettée, parcellisée, qui s'interdirait toute influence dans le monde. Que pèserions-nous face à des puissances unifiées comme la Chine et les Etats-Unis ou face à des puissances régionales plus fortes que chacun de nos Etats pris individuellement.

Chers collègues,

Face à tous ces défis, dans la grande partition qui se joue à l'échelle européenne, notre Congrès comme représentant de quelques 200 000 collectivités peut contribuer à apaiser les tensions. Notre message est clair : nous savons que la décentralisation est nécessaire, que l'autonomie des villes et des régions, clairement définie dans le cadre des frontières juridiques des Etats est indispensable. Mais nous ne désirons pas voir nos nations exploser.

Dans l'Europe des valeurs dont j'ai parlé au début, que ce soit pour l'Union Européenne ou pour le Conseil de l'Europe, il n'y a pas de place pour les égoïsmes quels qu'ils soient, nationaux ou régionaux, il n'y a pas de place pour le nationalisme, quel qu'il soit, national ou régional. L'Europe pour laquelle nous nous engageons au Congrès, c'est l'Europe des solidarités, l'Europe territoriale.

C'est au prix des efforts conjugués de tous les niveaux de l'Etat, à la faveur d'un authentique dialogue politique que nous pourrons éviter de mettre à mal le travail que nous avons réalisé ensemble au cours des soixante-dix dernières années.

C'est cette feuille de route que je souhaite que nous suivions dans notre Assemblée, pour le bien-être de nos citoyens, dans le respect de nos différences et la richesse de nos diversités.

Je vous remercie